

Que Macron dégage et sa loi « sécurité globale » avec lui

La liberté de la presse est partie constitutive de la démocratie.

En menaçant de sanctionner tout journaliste qui ferait son travail d'information, le gouvernement Macron-Castex-Darmanin s'inscrit dans la logique du régime antidémocratique de la V^e République.

Sa loi scélérate forme un tout

Liberté de la presse remise en cause : les faits permettant d'accuser les puissants devraient être tus !

Drones de surveillance partout : travailleurs, syndicalistes, jeunes participant à une manifestation revendicative seraient immédiatement identifiés.

Respect de la vie privée menacé : les caméras-piétons portées par les policiers permettraient d'enregistrer par reconnaissance faciale tout manifestant.

Privatisation de la police : des agents privés de sécurité disposeraient de pouvoirs réservés à la police judiciaire.

**Aujourd'hui, certains responsables
envisagent de supprimer l'article 24 avant le
passage au Sénat pour le réintroduire dans
le futur projet de loi contre le séparatisme.
Une manœuvre qui ne trompe personne.**

Pour la démocratie, pour le droit de manifester, de revendiquer, de s'organiser :

Retrait total de la loi « sécurité globale » !

Depuis trois ans, Macron n'a cessé de faire adopter des lois réactionnaires contre la démocratie et les droits sociaux.

La loi « sécurité globale » s'inscrit comme une nouvelle arme contre la démocratie dans l'arsenal de la V^e République.

Ce régime est né du coup d'État de 1958.

Il est antisocial, anti-ouvrier et antidémocratique.

C'est un fait : en respectant ces institutions, tous les gouvernements qui se sont succédé ont remis en cause les droits ouvriers.

Ce samedi 5 décembre dans tout le pays, travailleurs et jeunes dans l'unité avec les organisations ouvrières et démocratiques.

La défense des libertés menacées met à l'ordre du jour la reconquête de la démocratie.

Cela passe par la liquidation des institutions de la V^e République et l'élection des délégués du peuple à une Assemblée constituante souveraine.

Pour ce combat, prenez connaissance du journal ouvrier *La Tribune des travailleurs*, prenez contact avec le POID.

NOM - PRÉNOM

ADRESSE

MAIL

TÉLÉPHONE

À ENVOYER À POIDEMOCRATIQUE@ORANGE.FR OU À POID, 67 AVENUE FAIDHERBE, 93100 MONTREUIL